Introduction – Les acteurs urbains à l'épreuve de la transition en Égypte

Roman Stadnicki

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3258>

DOI : 10.4000/ema.3258

ISSN : 2090-7273

Traduction(s) :

Introduction – Urban Actors Put to the Test by the Egyptian Transition¹ - URL : <https://journals.openedition.org/ema/3260> [en]

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 6 avril 2014

Pagination : 7-21

ISBN : 978-2-905838-84-1

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Roman Stadnicki, « Introduction – Les acteurs urbains à l'épreuve de la transition en Égypte », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 11 avril 2014, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3258> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3258>

INTRODUCTION : LES ACTEURS URBAINS À L'ÉPREUVE DE LA TRANSITION EN EGYPTÉ¹

Trois ans se sont écoulés depuis la révolution de 2011 qui a engendré la chute du régime de Moubarak. C'est le temps qu'il aura fallu aux contributeurs de ce dossier d'*Egypte Monde Arabe* pour tenter d'y voir un peu plus clair dans le jeu des acteurs urbains pris dans la transition politique en Egypte. C'est à ces acteurs en particulier – pouvoirs publics, urbanistes et citoyens –, à leur inscription dans la mécanique de changement enclenchée en 2011, à leur repositionnement sur la scène politique et professionnelle et à leurs nouveaux modes d'action, que se consacre cette livraison.

Avec l'ambition de reconsidérer les dynamiques urbaines à l'aune des grands changements politiques et sociaux qui secouent l'Egypte depuis la révolution de 2011, ce dossier fait état de la mutation de l'action urbanistique et de « l'imaginaire aménageur »² alors que le pays vit l'un des moments les plus critiques de son histoire contemporaine.

1. L'auteur tient à remercier Leïla Vignal (Université Rennes II) et Pierre-Arnaud Barthel (Université de Marne-La-Vallée) pour leur aide précieuse tout au long de ce processus éditorial. Bernard Rougier (directeur du CEDEJ), Thibaud Smerko, qui a relu et traduit certains articles, Rana Kotb, Maha Galal, Anne-Elise Jolicard, Samuël Poisson et Hala Bayoumi ont également participé à la fabrication de ce numéro. Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés, au même titre que l'ensemble des collègues sollicités pour en expertiser les articles.

2. « Par imaginaire aménageur en mutation, il faut entendre l'ensemble nouveau et ouvert des représentations, des significations, des idées prégnantes ou récurrentes, des référents et des référenciations, des orientations, etc., implicites ou explicites, contradictoires mais aussi complémentaires, qui paraissent désormais structurer les pratiques urbanistiques » (Chalas, 2004).

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous porterons notre attention sur le contexte urbain égyptien dans lequel les acteurs locaux s'expriment aujourd'hui, repensent leurs tactiques et stratégies, expriment parfois des résistances et s'engagent dans diverses luttes.

LES VILLES REFLÈTENT LES CRISES POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES QUE TRAVERSE LE PAYS DEPUIS 2011

La période postrévolutionnaire est synonyme d'inertie décisionnaire en matière d'aménagement urbain³. Alors que l'amélioration des conditions de vie dans l'espace urbain figurait parmi les revendications des manifestants de 2011, l'urbanisation est restée un sujet de préoccupation secondaire lors des campagnes législative et présidentielle de 2011 et 2012⁴. Par la suite, dans le cadre de leur mandat électif, les Frères musulmans seront fustigés par la communauté urbaine dans son ensemble (population, architectes-urbanistes, ONG) pour avoir, d'une part, maintenu le cap de la politique néolibérale mise en œuvre par Moubarak, et d'autre part, favorisé la production des inégalités territoriales. Ces critiques apparaissent comme la résultante de promesses électorales sur l'amélioration des conditions de transport non tenues, de l'annulation d'élections municipales, de l'opacité de la politique de logement social⁵ ou encore d'une politique coercitive menée à l'égard des habitants des quartiers informels. Il faudra attendre le retour de l'armée sur la scène politique à l'été 2013 pour voir se réactiver les grands chantiers d'infrastructures : autoroutes, ponts, travaux de voirie, construction de logements sociaux, etc. Se substituant aux ministères compétents (Logement, Développement local, etc.), l'armée en est même venue à signer en janvier 2014 un protocole avec l'agence publique en charge des quartiers informels (*Informal Settlements Development Fund*), en coopération avec les gouvernorats du Caire et de Giza, visant à débloquer 350 millions de

3. Estimée à 60 à 70 %, la part de la population urbaine égyptienne résidant dans des quartiers auto-construits et non réglementaires (Sims, 2010) montre que l'action gouvernementale dans ce domaine avant la révolution doit également être relativisée. Presque exclusivement engagé dans la construction de villes nouvelles fermées et sécurisées dans le désert, sensées désengorger la capitale, l'action des gouvernements de Sadate et Moubarak a consisté, au mieux à apporter *a posteriori* les services de base (électricité et eau) dans certains de ces quartiers informels, au pire à « invisibiliser », voire à détruire les installations produites prétextant le tracé d'infrastructures routières (rocade et autoroutes urbaines), ou invoquant le risque sanitaire ou naturel.

4. Kardoush, Hutchinson, 2012.

5. Voir, sur ce point, l'article de Yahia Shawkat dans ce dossier.

Livres égyptiennes⁶ pour réhabiliter trente « bidonvilles » en un an. Ces différentes opérations sont réalisées par des entreprises liées de près ou de loin à l'armée égyptienne, sans appel d'offre au préalable, plaçant l'armée au cœur de la stratégie de développement et de reconstruction du pays⁷.

Au-delà de cette inertie gouvernementale en matière de politique urbaine au cours de la séquence 2011-2013, la plupart des acteurs, publics ou privés, impliqués dans l'aménagement du territoire égyptien, subissent de plein fouet le séisme politique. Outre le phénomène de *turnover* au sein des Ministères compétents (Logement, Transport, Environnement, etc.) et les gouvernorats, l'agence officielle d'aménagement du territoire (*General Office for Physical Planning*) a également été contrainte de remplacer un nombre important de ses cadres dirigeants après leur démission et/ou éviction, empêchant *de facto* l'implémentation des différents schémas directeurs produits par cette institution avant la révolution et au lendemain de celle-ci.

S'ajoute aux méandres de la transition politique du pays, une crise économique majeure dont les répercussions se font sentir sur la production urbaine. La baisse de 25% en 2011 des profits d'*Arab Contractors*⁸, principale entreprise publique de construction et de promotion immobilière, est symptomatique des difficultés rencontrées après la révolution par les acteurs importants du secteur. De même, les grands groupes immobiliers égyptiens (Sodic, Ehaf, Bahgat group, Orascom, etc.) accusent-ils des retards importants dans la réalisation des projets immobiliers, à l'instar des nouveaux quartiers Westown et Eastown, respectivement situés dans les villes nouvelles de 6 Octobre et New Cairo, en périphérie du Caire. L'inflation des prix des matériaux de construction⁹ et la flambée des prix des terrains accroissent l'effet de crise ressenti par les promoteurs immobiliers. Le remplacement de leurs interlocuteurs habituels à la tête de l'État et la complexité des relations qu'ils entretiennent avec eux (conflits au sujet de la viabilisation de terrains constructibles par exemple) les obligent par ailleurs souvent à changer de stratégie.

Enfin, les grandes villes d'Égypte portent aujourd'hui de nombreux stigmates d'une période révolutionnaire dominée par la forte présence militaire en ville et les affrontements de rue : bâtiments endommagés, présence de chars et de barrages, murs de pierres empêchant les rassemblements, axes de circulation fermés, etc. Les villes, et plus particulièrement leurs centres, sont ainsi le théâtre régulier de la

6. Environ 36 millions d'euros.

7. Talon, 2013.

8. Oxford Business Group, 2012.

9. Le prix de l'acier a augmenté de 5,6 % entre 2011 et 2012, celui du ciment de 6,6 % (Oxford Business Group, 2012).

rivalité entre forces de l'ordre et citoyens. Il en résulte un élargissement du spectre de la lutte et de la contestation urbaine dans le pays (déplacement des affrontements, apparition de nouvelles formes de délinquance urbaine, élargissement du champ de l'activisme, etc.)¹⁰.

CES CRISES MULTIDIMENSIONNELLES NE TROUBLENT PAS LE PRINCIPAL MODE DE PRODUCTION URBAINE EN EGYPTÉ, À SAVOIR L'URBANISATION NON RÉGLEMENTAIRE

Profitant de la baisse de contrôle politique dans les mois qui ont suivi la révolution ainsi que de la dimension « refuge » de l'économie informelle et *a fortiori* de l'immobilier en période de crise économique, certains habitants semblent avoir développé de nouvelles capacités auto-organisationnelles¹¹. Cela est notamment marquant dans les secteurs de la construction, du commerce et des transports, au sein des quartiers informels mais aussi en dehors. Au Caire, par exemple, l'augmentation du nombre de minibus s'affranchissant des taxes imputées au transport de personnes, tout comme la multiplication des vendeurs de rue depuis la révolution, n'est pas circonscrite aux territoires de l'informalité. On assiste en effet à une propagation des activités économiques informelles dans l'ensemble de l'agglomération, et plus particulièrement dans le centre-ville et autour de la place Tahrir (augmentation du nombre de vendeurs à la sauvette, retour des triporteurs appelés *tuk-tuk* pourtant interdits dans les limites du Gouvernorat du Caire, etc.), un paradoxe si l'on considère la prégnance des forces armées dans ces secteurs.

Il n'existe cependant que très peu de données ou d'études précises sur l'expansion des quartiers informels après 2011¹². Cette expansion, aussi bien horizontale que verticale, est pourtant considérable. Elle s'est traduite par l'extension du bâti existant (ajouts ou surélévations à des constructions réglementaires ou non), l'augmentation des constructions illégales *ex nihilo* et l'accroissement des modes d'occupation collective (squat) de terrains et/ou de bâtiments vacants. D. Sims a montré, à l'aide de photographies aériennes superposées, que le nombre annuel de nouvelles constructions fut 4,5 fois plus important au cours des années 2011 et 2012 qu'entre 2003 et 2011 dans certains sous-quartiers de Giza, l'un des trois gouvernorats du Grand Caire¹³. Au sujet de Giza encore, M. Elshahed évoque une « promotion immo-

10. Stadnicki, 2014.

11. Barthel, Jaglin, 2013.

12. Le ministère de l'Agriculture a pour sa part publié dans la presse (*Al-Ahram* du 6 mars 2013) l'information suivante : depuis la révolution, 29486 *feddans* (soit environ 118 000 km²) de terres agricoles auraient été construits sans permis.

13. Sims, 2013.

bilière insensée », qui résulte de la division des terres agricoles et de leur cession à bas prix en contournant la réglementation foncière et la fiscalité, le tout dans des temps record en l'absence de tout contrôle¹⁴. Le gouvernorat d'Alexandrie a quant à lui reconnu que le nombre de bâtiments construits sans autorisation avait crû à un taux annuel deux fois et demi supérieur à celui pratiqué avant 2011.

Non seulement l'urbanisme informel aurait donc connu un boom après la révolution¹⁵, révélant ainsi les capacités des acteurs « de la marge » à tirer profit de la fluidité politique actuelle, mais il aurait de surcroît engendré de nouvelles pratiques. Dans une ethnographie de Manshiet Nasser, J. Furniss montre que ceux qui ont édifié, sans autorisation, des immeubles sur une carrière de ce quartier du Caire, appartiennent aux catégories les plus aisées de la population locale, laquelle est majoritairement pauvre et travaille dans le recyclage des déchets¹⁶. Et Furniss d'ajouter que pour ces investisseurs, l'illégalité n'est pas contradictoire avec l'ambition d'imposer un nouvel ordre à ce quartier – considéré par l'ensemble des élites urbaines comme un archétype d'*ashwaiyya* (quartier informel) – en y érigeant des bâtiments de bonne facture aux façades colorées.

Ainsi, les dynamiques récentes de ces « quartiers de formation populaire »¹⁷ posent l'informel comme une réponse de la société urbaine dans toute sa diversité aux défaillances des politiques publiques en matière d'aménagement urbain. Ils produisent un développement urbain tout à fait composite, participant également de ce que Bayat a nommé le « *quiet encroachment* » des citoyens ordinaires¹⁸.

LES MILIEUX PROFESSIONNELS ET ASSOCIATIFS DE L'ARCHITECTURE ET DE L'URBANISME SONT AGITÉS PAR L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX MILITANTS DE LA « CAUSE URBAINE »

Cette transformation fut permise à la fois par l'ouverture du champ de l'activisme, et notamment l'apparition du « *street activism* »¹⁹ après les révolutions, par la diversification et la pluralisation de la société

14. Elshahed, 2013.

15. Rappelons simplement ici que l'informel n'est certes pas un enjeu nouveau en Egypte : 90 % des nouveaux bâtiments auraient déjà été construits de façon illégale dans les années 1970 (Harris, Wahba, 2002).

16. Furniss, 2014.

17. Deboulet, 2008.

18. Bayat, 2013.

19. El Naggar, 2012.

civile²⁰ et, enfin, par l'existence d'un faisceau de contestations urbaines antérieures à la révolution ayant contribué à fixer les attentes des habitants et à formuler leurs exigences²¹. Le nombre d'organisations et de collectifs dédiés à la ville a donc considérablement augmenté après 2011. Ils agissent, au travers de moyens variés, en faveur de la protection des espaces publics, du patrimoine et de l'environnement, mais aussi du droit au logement. Alors qu'aucun discours de politique urbaine générale n'a été en mesure de s'imposer depuis 2011, ces « activistes urbains » ont su politiser les questions d'urbanisme, en s'engageant dans diverses luttes mettant en scène la population aux prises avec l'Etat et/ou l'armée, mais aussi en faisant des contre-propositions à la planification officielle sur des sites internet *ad hoc*²². Plus généralement, la multiplication de lieux de débat, de *think tanks*, d'expositions, de blogs et de bureaux d'étude consacrés à l'urbanisme donne à voir la réappropriation voire la réinvention de l'espace public par des citoyens trop longtemps victimes d'un urbanisme autoritaire. Sur Internet, de nouveaux espaces donnent la parole aux habitants, critiquent les projets gouvernementaux et invitent à repenser les pratiques urbanistiques²³.

On parlera alors volontiers d'une reprise en main de la « question urbaine » par les acteurs de la société civile égyptienne, qui s'inscrit par ailleurs dans le contexte d'un mouvement social mondialisé qui dépasse le cadre géographique du monde arabe et s'accompagne d'un retour en force des théories critiques sur l'urbain²⁴. Les efforts déployés par les enseignants et praticiens égyptiens, pour changer les façons d'envisager les métiers de l'urbanisme et de l'architecture, s'inscrivent tout à fait dans cette tendance à la montée d'une question urbaine critique dans la région²⁵.

20. Ben Nefissa, 2011a.

21. Voir l'article d'A. Deboulet et B. Florin dans ce dossier.

22. Stadnicki, 2013.

23. Voir par exemple caiobserver.com, cairofrombelow.org, blog.shadow-ministryofhousing.org, etc.

24. Busquet, 2013.

25. Voir les articles de N. Elhady / O. Nagati et de H. Safey Eldeen dans ce dossier.

Pour parler du rôle des acteurs urbains égyptiens dans ce contexte révolutionnaire, il fallait, à côté des spécialistes issus des milieux académiques, que des acteurs urbains égyptiens eux-mêmes puissent apporter leurs éclairages. C'est le cas dans les deux tiers des contributions de ce dossier (essentiellement rassemblées dans les parties 2 et 3), rédigées par des acteurs de premier plan (professionnel de l'urbain, expert, consultant, militant et même chef d'entreprise) qui font avancer le débat sur l'urbain en Egypte²⁶. Le débat en question s'oriente ici dans trois directions majeures.

SE MOBILISER DANS/POUR LA VILLE

Revendiquer la ville comme un espace de contestation et d'ouverture politique est, selon certains auteurs²⁷, l'une des principales significations des « Printemps arabes ». Mais les mobilisations urbaines sont nées, en Egypte, avant la révolution de 2011. A. Deboulet et B. Florin rappellent dans leur article que la révolution politique égyptienne constitue « le point d'orgue imprévu de nombreuses contestations sociales » réclamant davantage de justice et « s'exprimant dans des espaces centraux ou excentrés, mais perçus par les acteurs dominants comme des marges de la ville » : grèves des ouvriers du textile et des fonctionnaires ; rassemblements des habitants des quartiers populaires contre les évictions forcées, des agriculteurs en activité sur les îles du Caire contre les projets immobiliers et des *zabalîn* (ramasseurs/recycleurs) contre la privatisation de la collecte des déchets. Ces mobilisations, d'après les auteures, « prennent une dimension éminemment politique qui se rapproche de la lutte pour davantage de citoyenneté ». Bien que suivies d'effets inégaux, elles ont eu le mérite de poser les termes du débat, lequel figure désormais au rang des « problèmes publics » relayés par les canaux de la contestation sociale post-2011 et bien ancrés dans la symbolique révolutionnaire.

26. Cette rencontre entre des chercheurs et des acteurs de terrain fut possible grâce à l'organisation, au CEDEJ en 2012, du colloque international « Révoltes et transitions dans le monde arabe : vers un nouvel agenda urbain ? ». Il a porté sur la dimension urbaine des grands changements qui touchent actuellement le monde arabe, depuis les origines des épisodes révolutionnaires de 2011 jusqu'aux expériences actuelles de démocratisation et aux situations conflictuelles dans lesquelles se trouvent encore certaines sociétés de la région. Voir Stadnicki, Vignal, Barthel, 2014, et programme : http://www.cedej-eg.org/IMG/pdf/programme_colloque_cedej_nov._2012_.pdf-2.pdf

27. Lipietz, Lopes de Souza, 2012.

Comment ces mobilisations se sont-elles traduites lors des « élections fondatrices »²⁸ qui ont eu lieu en Egypte en 2011 et 2012 ? On pourra s'étonner de la présence dans ce dossier, de l'article de R. Bianchi, faisant plutôt écho à la précédente livraison d'*Egypte Monde Arabe* consacrée à la sociologie électorale²⁹. Sa stimulante et parfois provocante analyse des différents suffrages nous enseigne toutefois que la dimension contestataire est loin d'être homogène en milieu urbain. D'après lui, si le vote majoritaire en faveur des Frères musulmans (et de leur candidat à la présidentielle Mohamed Morsi) dans les périphéries marginalisées des villes s'inscrit bien dans la dynamique révolutionnaire (opposition au candidat issu de l'ancien régime, Ahmed Shafiq), ce n'est pas le cas du vote dans les quartiers centraux et/ou habités par les catégories sociales plus aisées. Ces dernières, alliées aux « foulouls » (revanchards) de l'ancien régime, au parti Wafd, aux libéraux, aux laïcs et aux coptes, seraient même à l'origine d'un mouvement « contre-révolutionnaire » ayant contribué, avec le soutien de l'armée, au renversement du premier gouvernement élu démocratiquement en Egypte à l'été 2013. R. Bianchi affirme retrouver un clivage similaire à l'échelle nationale entre les grandes villes d'un côté, majoritairement anti-Morsi, et les campagnes et petites villes de l'autre, plutôt pro-Frères musulmans. Si ces divisions demeurent discutables, tant les catégories ville/campagne, mais aussi centre/périphérie à l'échelle urbaine, semblent mouvantes et floues dans l'Egypte contemporaine³⁰, comme l'écrit Bianchi, les « luttes révolutionnaires de l'Egypte se retrouvèrent saturées par des divisions croissantes de territoires et de classes qui vinrent saper toute possibilité de compromis politique »³¹. Ces divisions perdureront d'après l'auteur, de même que cette géographie électorale spécifique devrait s'ancrer dans la durée, compliquant de ce fait, les possibilités d'un compromis *territorial* aux échelles régionales et urbaines.

K. Ibrahim et D. Singerman montrent quant à eux que la révolution du 25 janvier a permis à certains citoyens de s'opposer aujourd'hui plus fermement que par le passé à des décisions gouvernementales qu'ils jugeaient spatialement et socialement injustes et d'accéder plus facilement à certains services urbains. Leur objectif, à travers

28. Steuer, 2013.

29. <http://ema.revues.org/3083>

30. E. Denis, 2007, parle d'un « monde d'agglomérations au ras des terres » qui s'est principalement développé grâce au sous-prolétariat rural. Il rappelle également que 20% des « urbains » vivent en réalité dans des « villages urbains » de plus de 10 000 habitants – phénomène qu'il nomme « ruralopolis » –, tandis que le poids de certaines grandes agglomérations tend à stagner.

31. « Egypt's revolutionary struggles were saturated with growing regional and class divisions that undermined any effort at political compromise ».

le programme *Tadamun* qu'ils ont créé ensemble³², est de mettre en relation et de soutenir l'ensemble des initiatives locales d'autogestion de la vie urbaine qui ont émergé après la révolution à travers les comités populaires (*lajân shaabiya*) ou dans un cadre encore plus spontané. Ils souhaiteraient que ces initiatives forment une base nouvelle à la gouvernance locale en Egypte (comme ce fut par exemple le cas au Brésil), laquelle n'est plus incarnée que par l'Etat central depuis la dissolution des conseils populaires locaux en 2011.

Depuis 2011, les habitants mobilisés – que ce soit à travers des manifestations, des élections ou des initiatives d'autogestion – n'ont cessé de réinventer les espaces publics en développant de nouveaux registres d'expression populaire et artistique, comme le montre le développement des graffitis sur les murs du Caire³³. Ces derniers, variant avec les aléas de la transition/répression, dessinent tout aussi bien une géographie de la révolte urbaine et des « espaces contestés »³⁴ que de nouvelles formes d'appropriation symbolique de la ville.

CONTESTER LES POLITIQUES URBAINES

La société urbaine égyptienne semble affectée par des dysfonctionnements majeurs, fruits de décennies d'incurie politique, qui permettent donc de comprendre en partie le soulèvement de 2011. La redéfinition de politiques urbaines orientées vers les besoins des habitants des villes sera de ce point de vue une étape importante de la reconstruction politique en Egypte et dans les autres pays du Monde arabe touchés par des épisodes révolutionnaires. C'est ce qui explique la forte implication de certains acteurs dans les débats sur la planification territoriale dans les premiers mois après la révolution, comme le montrent R. A. Mahmoud et A. S. Abd Elrahman dans leur article. Constatant, comme d'autres avant eux, l'échec, depuis les années 1950, des politiques d'aménagement « qui ne s'articulent pas aux manières populaires d'habiter le territoire »³⁵, ces auteurs voient l'année 2011 comme un « tournant pour la planification urbaine ». D'un côté le gouvernement décide dès 2011 d'abandonner le très controversé « *Cairo 2050* », « rêve urbain de l'ancien régime », et le remplace partiellement par le schéma directeur « *Egypt 2052* » moins fondé sur la compétitivité de la capitale que sur le principe de décentralisation. De l'autre côté, d'autres documents d'aménagement et d'urbanisme (*Egypt Vision 2030*, *Egypt 712*, etc.) sont conçus par des

32. <http://www.tadamun.info/?lang=en>

33. Klaus, 2014.

34. Singerman, 2009.

35. Denis, 2011.

acteurs issus de la société civile suivant une idéologie participationniste ayant largement resurgi avec la révolution. Bien que modérément novateurs pour les uns et relativement utopiques pour les autres, ces nouveaux projets incarnent néanmoins « la contestation de la politique aménagiste de l'ancien régime mais aussi des politiques portées par les gouvernements de transition qui se sont succédés depuis 2011 ». La révolution égyptienne se joue donc aussi dans les arènes de l'aménagement du territoire.

M. Nada, quant à lui, rend très précisément compte, à l'aide d'un matériau empirique inédit, de l'inapplicabilité de la réglementation urbaine en vigueur en Egypte. Mais l'apport de ses travaux est encore plus large. Très bon connaisseur des institutions égyptiennes, il commence par inventorier l'action publique urbaine qu'il classe en trois grandes catégories : les politiques de limitation de l'étalement urbain appliquées dans le cadre d'un schéma directeur à long terme ; la conception de « plans détaillés » à l'échelle infra-urbaine pour organiser le développement d'un site particulier ; l'application d'une taxe sur les plus-values foncières. Il montre ensuite que les dysfonctionnements ne viennent pas tant des instruments politiques et juridiques eux-mêmes que d'une série de problèmes de gouvernance. Ces problèmes (il en dénombre sept) proviendraient principalement de l'incapacité des différents gouvernements égyptiens à mettre en place autre chose qu'une « décentralisation informelle et sans politique »³⁶. M. Nada écrit : « L'inaptitude du gouvernement à obtenir les résultats escomptés par les politiques étudiées dans cette recherche ne peut pas être comprise sans porter un regard critique sur la longue histoire de la centralisation et son impact sur le comportement des acteurs à différents niveaux »³⁷. La démonstration de M. Nada s'appuie sur des discours d'acteurs officiels (fonctionnaires des ministères, gouvernorats et agence de planification) qui, dans le contexte de l'après révolution et de la libération de la parole publique, se révèlent extrêmement lucides, voire autocritiques. Ces prises de conscience en appellent à une réforme urgente de l'administration territoriale en Egypte.

Dans son approche sectorielle consacrée à la politique du logement, Y. Shawkat, soulève un autre problème, celui de la continuation de politiques publiques déficientes après la révolution de 2011, en l'occurrence le *National Housing Programme (Iskan Mubarak al-Qawmy)* lancé par Moubarak dans les dernières années de son règne. A la

36. Ben Nefissa, 2011b.

37. « The lack of the government capacity to achieve intended outcomes from the policies investigated in this research cannot be understood without critical examination of the long history of centralization and its impact on actors' behavior at the different levels ».

suite de B. Florin qui a déjà relevé l'échec des « politiques abusivement dites de logement social » en Egypte depuis les « cités nassériennes » dans les années 1960³⁸, Y. Shawkat montre, chiffres à l'appui, que le *National Housing Programme* n'a pas atteint ses objectifs. En dépit d'un nombre élevé d'unités de logement construites en quelques années (380 000 environ entre 2005 et 2012), « le NHP a failli à tous ses objectifs sociaux »³⁹, notamment en termes d'accessibilité, de distribution spatiale, d'habitabilité et de disponibilité de services. Le problème principal viendrait, d'après l'auteur, d'une conception lacunaire par le gouvernement de la catégorie « population à faibles revenus », à qui était sensé s'adresser en priorité ce programme de logement. Cette définition « excluait tous ceux qui exercent une activité professionnelle informelle et intégrait les fonctionnaires à revenu moyen »⁴⁰. Ces mécanismes spécifiques viennent illustrer un climat plus général de méconnaissance des besoins de la population et d'une politique du logement reposant avant tout sur des effets d'annonce. L'auteur, connu en Egypte pour son militantisme en faveur du droit au logement, s'inquiète enfin de l'absence de remise en question, par les gouvernements de transition qui se sont succédés après 2011, de ces modes sélectifs d'allocation des logements subventionnés, malgré les exigences en termes de « justice sociale » formulées par la jeunesse de Tahrir. Il interprète ceci comme la preuve de la persistance des pratiques politiques clientélistes et non transparentes au plus haut sommet de l'Etat.

CHANGER LES PRATIQUES URBANISTIQUES

La troisième partie de ce dossier accueille trois contributions de praticiens portant chacune un regard spécifique sur l'urbain en situation révolutionnaire. Précisant à chaque fois d'où ils parlent – des universités où ils enseignent, des bureaux d'études et agences d'architecture qu'ils dirigent, des associations dans lesquelles ils militent – les auteurs osent faire ici des propositions concrètes pour améliorer la condition urbaine en Egypte à la lumière des changements politiques récents. K. Ibrahim rappelle avec beaucoup de modestie que la nouvelle génération, à laquelle il appartient, d'acteurs fortement engagés pour la cause urbaine en Egypte depuis la révolution, s'inscrit en réalité dans un courant de pensée né dans les années 1940. Le célèbre architecte Hassan Fathy, auteur du livre *Architecture for the Poor*, est, d'après Ibrahim, le premier défenseur de ce qu'il nomme le

38. Florin, 2011.

39. « The NHP missed all of its social targets ».

40. « (...) excluded all those who have informal jobs and embedded middle-income government employees ».

« alternative urban development paradigm ». Autrement dit, la pratique d'un urbanisme « socialement engagé, sensible à l'environnement et profondément enraciné dans la culture égyptienne »⁴¹, telle que la défend Ibrahim, caractérisait déjà les réalisations de Fathy, ainsi que celles d'un certain nombre d'architectes et urbanistes « à contre-courant » dans les années 1970 et après. Ainsi, sans nier la force du mouvement activiste-urbain qui émergea après 2011, Ibrahim resitue ce dernier dans l'histoire contemporaine des résistances urbaines et de « l'urbanisme participatif » en Egypte. Prônant une « gouvernance plus ouverte, délibérative et responsable »⁴², *Takween*, le bureau d'études que dirige Ibrahim⁴³, ambitionne de constituer un intermédiaire entre les décisionnaires et les « communautés locales » afin de perpétuer l'esprit d'Hassan Fathy et de résister à une planification urbaine « par le haut », apparemment invariable d'un gouvernement de transition à l'autre.

Les trois textes de cette partie convergent vers un même point : l'urgence qu'il y a à reconsidérer l'action urbanistique en direction des quartiers populaires et informels, dont on a dit plus haut qu'ils constituaient une « marge-norme » dans l'Egypte urbaine. L'article de N. Elhady et O. Nagati puis celui de H. Safey Eldeen comportent une dimension programmatique inédite et innovante. Enseignant l'urbanisme à l'université, les auteurs font état de leur réflexion en matière de pédagogie et présentent, pour les uns, la mise en place d'ateliers d'urbanisme dans les périphéries du Caire et, pour l'autre, la conception d'un nouveau programme d'enseignement centré sur l'urbanisme informel.

N. Elhady et O. Nagati ont donc recueilli des propositions d'étudiants concernant les quartiers, populaires et informels dans la plupart des cas, dans lesquels ces derniers résident. L'objectif de ces ateliers, nous disent les auteurs, est d'explorer le potentiel des « initiatives locales »⁴⁴ dans le développement et la légitimation d'« espaces urbains citoyens ». Cette expérience pédagogique permet en outre à ses instigateurs de s'interroger avec pertinence : « quelle serait la future position des architectes et des urbanistes au sein d'une évolution socio-politique si fluide, où les rôles des institutions d'État, des communautés locales et

41. « (...) socially engaged, environmentally sensitive and deeply rooted in the Egyptian culture ».

42. « (...) more open, deliberative and accountable urban governance structure ».

43. <http://www.takween-eg.com/>

44. Ces initiatives locales sont elles-mêmes présentées comme un « excellent matériau pédagogique » dans un ouvrage de référence coordonné par O. Nagati et ses collègues (Stryker, Nagati, Mostafa, 2013).

d'autres acteurs sont constamment redéfinis et reconstitués ? »⁴⁵.

Heba Safey Eldeen, se livrant à une critique des modalités d'enseignement actuelles en Égypte, condamne l'attitude « déterministe » de certaines écoles d'architecture qui n'envisagent l'informel que comme un territoire à formaliser en le réhabilitant au plan architectural. Elle tente donc de modifier le contenu des programmes pédagogiques au sein de l'université qui l'emploie afin que les étudiants intègrent les « aspects sociaux et économiques » des quartiers informels, en développant des méthodes de travail qui impliqueraient les habitants. Cette démarche réflexive et autocritique sur le métier d'architecte et d'enseignant en architecture et urbanisme est précieuse dans un contexte de remise en question de l'ordre établi dans tous les milieux professionnels.

Pour conclure, cette livraison d'*Égypte Monde Arabe* permet, entre autres, que soient mis en lumière deux groupes d'acteurs avec lesquels il faudra désormais compter en Égypte : urbanistes et experts de l'aménagement d'un côté et « société civile » (ONG, activistes, etc.) de l'autre. Les premiers, qui prônent un urbanisme plus engagé et inclusif, ont l'opportunité d'œuvrer en faveur d'un rapprochement entre les experts et les habitants, afin de donner un sens au concept d'aménagement participatif, au-delà de son aspect « bonne pratique » véhiculé par les organisations internationales. Dans ce contexte, les nouveaux programmes universitaires égyptiens peuvent définir un chemin à suivre. L'autre groupe, celui de la société civile et des activistes urbains, pourra continuer à constituer un pont entre les besoins des habitants et les structures du pouvoir (gouvernement mais aussi bailleurs internationaux qui agissent souvent de concert).

Roman Stadnicki, docteur en géographie, chercheur MAEE, responsable du pôle d'études urbaines au CEDEJ, Le Caire. Il analyse les effets de la transition politique sur l'urbanisation dans le Monde arabe : développement de l'urbanisme informel, émergence de l'activisme urbain, réécriture des politiques urbaines, etc. Il a travaillé sur le Yémen, les pays du Golfe et l'Égypte. Il a récemment co-publié : R. Stadnicki, L. Vignal, P.-A. Barthel,, 2014, *Arab Cities after the "Spring"*, Built Environment, vol. 40, n° 1 ; C. Beaugrand, A. Le Renard, R. Stadnicki, 2013, *Cities and Urban Dynamics in the Arabian Peninsula*, Arabian Humanities, n° 2.

45. « What would be the future position of architects and planners within such a fluid socio-political transformation, whereby the roles of state institutions, local communities and other stake-holders are being redefined and reconstituted? ».

REFERENCES

- BARTHEL P.-A., JAGLIN S., (dir.), 2013, *Printemps arabes: bilan et perspectives de l'action dans les quartiers informels*. Paris: Agence Française de Développement.
- BAYAT A., 2013, *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, 2nd ed. Stanford, CA: Stanford University Press.
- BEN NÉFISSA S., 2011, « La vie politique locale : les *mahalliyyât* et le refus du politique », in BATTESTI V. et IRETON F., *L'Égypte au présent : inventaire d'une société avant révolution*, Arles : Sindbad/Actes-Sud.
- 2011. « Révolution civile et politique en Égypte. La démocratie et son correctif ». *Mouvements*, n° 66, p. 58-55.
- BUSQUET G., 2013. Question urbaine et droit à la ville. *Mouvements*, vol. 2013/2, n° 74, p. 113-122.
- CHALAS Y. (dir.), 2004, *L'imaginaire aménageur en mutation*, Paris : L'harmattan.
- DEBOULET A., 2008, *Restructurations urbaines et construction des compétences. Vulnérabilités et implications des citadins dans les villes internationales*, HDR, Lyon II.
- DENIS E. (dir.), 2007, *Villes et urbanisation des provinces égyptiennes*, Paris : Karthala/CEDEJ.
- 2011, « Transformations du territoire, urbanisation et libéralisme autoritaire », in BATTESTI V., IRETON F. (dir.), *L'Égypte au présent : inventaire d'une société avant révolution*, Arles : Sindbad/Actes Sud.
- ELSHAHEH M., 2013, « Cairo: a megacity without a mayor », *The Cairo Review of Global Affairs*. <http://www.aucegypt.edu/gapp/cairoreview/pages/articleDetails.aspx?aid=477>
- FLORIN B., 2011, « Des cités nassériennes aux villes nouvelles du désert : la fin du logement social ? », in BATTESTI V., IRETON F. (dir.), *L'Égypte au présent : inventaire d'une société avant révolution*, Arles : Sindbad/Actes Sud.
- FURNISS J., 2014 (à paraître), "The quiet encroachment of the informal: urban development in Cairo since the revolution", *Environment and Planning D: Society and Space*.
- HARRIS R., WAHBA M., 2002, "The urban geography of low-income housing : Cairo (1947-96) exemplifies a model", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 26-1.
- KARDOUSH D., HUTCHINSON M., 2012, « The Lens of Land », *Cairofrombelow.org*, <http://cairofrombelow.org/2012/07/07/the-lens-of-land-egypt/>
- KLAUS E., 2014, "Graffiti and urban revolt in Cairo", *Built Environment*, vol. 40-1.
- LIPIETZ B., LOPES DE SOUZA M., 2012, "Where do we stand? New hopes, frustration and open wound in Arab cities", *City*, 16-3, pp. 355-359.
- Oxford Business Group, 2012, *The Report: Egypt 2012*, OBG : Oxford.
- SINGERMAN D. (dir.), 2009, *Cairo contested. Governance, urban space and global modernity*. Cairo : AUC press.
- SIMS D., 2010, *Understanding Cairo. The logic of a city without of control*, Cairo: AUC Press.
- 2013, « Trends in Informal Areas Development since January 2011 », communication au colloque *Egypt Urban Future*, CEDEJ/GIZ/UN-Habitat, Le Caire, inédit.

- STADNICKI R., 2013, « De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011 », *Echogéo*, n° 25.
- 2014, « Le Caire : géographie de la contestation et de la violence urbaine », *Moyen-Orient*, n° 21.
- STADNICKI R., VIGNAL L., BARTHEL P.-A., (dir.), « Arab Cities after the 'Spring' », *Built Environment*, vol. 40, n° 1.
- STEUER C., 2013, « Des élections révolutionnaires ? », *Egypte Monde Arabe*, 3^{ème} série, n° 10.
- STRYKER B., NAGATI O., MOSTAFA M., 2013, *Learning from Cairo. Global Perspectives and Future Visions*. Cairo: Cluster, The American University in Cairo. http://issuu.com/clustercairo/docs/learning_from_cairo
- TALON C., 2013, « Égypte : l'armée met la main sur les secteurs clés de l'économie », *Médiapart*.